



OBSERVATOIRE
DU RISQUE
POLITIQUE
ET SOCIAL EN ASIE

Pakistan : de la crise intérieure à l'ambition médiatrice. L'instrumentalisation de l'action extérieure comme levier de puissance et de légitimation

Olivier Guillard

Chercheur associé à l'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega), directeur de l'observatoire du risque politique et social en Asie de l'Iega.

24 août 2026

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Comment citer cette publication :

Olivier Guillard, « Pakistan : de la crise intérieure à l'ambition médiatrice. L'instrumentalisation de l'action extérieure comme levier de puissance et de légitimation », Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 24 août 2026.

66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org

SOMMAIRE

Introduction	2
De la valorisation de « l'action extérieure ».....	3
Le fléau terroriste, sans limite ni fin en vue	3
Manifestations, élections et répression au Cachemire sous administration pakistanaise.....	4
Médiation, tensions et bénéfices aléatoires	6
Une fenêtre d'opportunité, mais à quel prix ?	7

Introduction

En ce volatile été 2026, où se conjuguent dans le sous-continent indien la violence des hommes et les tragiques soubresauts de la nature¹, les autorités civiles et militaires de la République islamique du Pakistan² s'emploient, devant les médias nationaux comme internationaux, à privilégier avec une certaine habileté et un succès qui ne saurait être ignoré la rhétorique avantageuse de la médiation diplomatique entre les États-Unis et la République islamique d'Iran.

Cette mise en avant de « l'action extérieure » présente, pour Islamabad, un avantage évident : elle permet de reléguer quelque peu au second plan une réalité intérieure autrement moins flatteuse et plus difficile à valoriser (terrorisme quotidien et bilan humain affligeant, répression des oppositions, scène politique délétère, fragilités économiques et institutionnelles) qui continue de peser sur le cinquième pays le plus peuplé au monde.

Le paradoxe est d'autant plus intéressant que le Pakistan évolue dans un environnement régional pour le moins délicat³. En conflit ouvert ou latent avec plusieurs de ses voisins, confronté à une menace terroriste persistante et à des tensions politiques internes, Islamabad entend néanmoins se présenter comme un acteur capable de contribuer à la résolution de crises internationales majeures.

¹ Notamment les épisodes de mousson, les inondations destructrices et les glissements de terrain.

² Sur la nature hybride du régime politique pakistanais et l'imbrication des pouvoirs civils et militaires, les autorités actuellement aux affaires demeurent particulièrement discrètes.

³ Le Pakistan est confronté à plusieurs foyers de tension dans son environnement régional, notamment avec l'Afghanistan, où les tensions majeures s'accompagnent d'accrochages transfrontaliers récurrents, ainsi qu'avec l'Iran, dans le contexte de la crise régionale, et avec l'Inde, avec laquelle les relations demeurent fortement dégradées.

De la valorisation de « l'action extérieure »

Le 30 juillet 2026, le porte-parole du ministère pakistanais des Affaires étrangères affirmait, menton haut et ton assuré sinon solennel, devant un parterre de journalistes, que les négociations entre Washington et Téhéran allaient bon train⁴. Cette déclaration intervenait alors même que l'administration Trump ordonnait à ses forces de mener une « vague de frappes intense » sur le sol iranien, en représailles aux dernières attaques conduites sur le territoire jordanien.

Islamabad endosse alors volontiers, et avec une certaine hardiesse, le manteau du facilitateur de concorde, du promoteur régional de la paix, voire du médiateur susceptible de rapprocher deux adversaires dont les relations demeurent profondément antagonistes. La réalité de son rôle dans la complexe et chaotique dynamique américano-iranienne du moment relève cependant davantage de l'appui logistique régional et de l'assistance diplomatique que d'une véritable médiation au sens strict. Peu importe, pourrait-on dire. En matière de diplomatie comme de politique intérieure, l'image compte.

Aux yeux des quelque 252 millions de Pakistanais, l'essentiel est aussi de montrer qu'Islamabad participe au Grand Jeu, davantage, pour l'heure, comme acteur du jeu que comme improbable maître du jeu.

L'intérêt de cette stratégie de communication est évident : tandis que les difficultés domestiques occupent une place croissante dans le quotidien des Pakistanais, l'action extérieure offre au pouvoir un récit autrement plus valorisant. Elle permet de montrer un État qui agit, qui compte et qui, surtout, demeure en mesure d'influer sur les affaires de son environnement stratégique.

Le fléau terroriste, sans limite ni fin en vue

Ces dernières semaines, le péril terroriste n'a guère considéré l'opportunité d'une quelconque pause estivale. Dans les provinces de Khyber Pakhtunkhwa et du Baloutchistan, il laisse dans son morbide sillage une noria de victimes civiles et militaires. À défaut de pouvoir véritablement dissimuler ces tristes nouvelles récurrentes, le gouvernement et les forces armées, politiquement omniprésentes, ne se sont guère étendus sur la problématique, laissant à la presse nationale le soin d'en dresser le bilan meurtrier.

⁴ Sur les conditions de circulation maritime dans le détroit d'Ormuz ainsi que sur le caractère particulièrement erratique de la désescalade militaire engagée dans la région.

Quelques événements récents suffisent à mesurer l'ampleur de la menace. Le 2 août, dans le district de Kabal, dans la région de Swat, une quinzaine de personnes perdaient la vie dans un attentat-suicide commis devant un poste de police et revendiqué par le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP)⁵. Le Premier ministre Shehbaz Sharif exprimait alors « une profonde tristesse et une grande affliction »⁶ face à cet attentat. Quatre jours auparavant, dans le district de Hangu, à proximité de la frontière afghane, une attaque de drones suivie d'une embuscade menée par des assaillants contre un poste de police avait fait une douzaine de morts parmi les forces de l'ordre et plusieurs dizaines de blessés. Le 24 juillet, toujours dans cette incandescente province du nord-ouest pakistanaise, un attentat-suicide perpétré de nuit contre un poste de contrôle du district de Tank emportait à son tour une trentaine d'individus (soldats, policiers et membres du TTP).

Dans la foulée, un porte-parole de la *Pakistan Army* informait une nation meurtrie quasi quotidiennement par cette calamité terroriste que l'année 2026 comptait déjà quelque 820 morts dans les rangs de la population civile et des forces de sécurité⁷. Un éditorial du quotidien pakistanaise *Dawn*, publié le 4 août, résumait avec une particulière acuité le sentiment général : « C'est une ironie amère que des terroristes aient frappé, dimanche (2 août), une manifestation contre la violence à Swat, faisant au moins 17 morts (...). Il est très préoccupant que, malgré le martyre de tant de policiers et de soldats, ainsi que de civils, l'État soit incapable de vaincre le monstre du terrorisme ».

Le constat est sévère. Il l'est d'autant plus que la persistance de ces attaques intervient au moment même où Islamabad cherche à projeter l'image d'un État capable de jouer un rôle stabilisateur dans son environnement régional. Le contraste entre l'ambition affichée à l'extérieur et les difficultés rencontrées à l'intérieur ne saurait être plus manifeste.

Manifestations, élections et répression au Cachemire sous administration pakistanaise

« Le Cachemire sous administration pakistanaise est confronté à sa pire crise politique depuis des années après des semaines de manifestations exigeant des réformes électorales qui se sont révélées meurtrières⁸. » On ne saurait sans doute mieux synthétiser la situation exécrable du moment.

⁵ Littéralement « les talibans pakistanaise », appellation communément employée pour désigner le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP), organisation islamiste armée active principalement au Pakistan et dans les zones frontalières avec l'Afghanistan.

⁶ *Daily Times* (Pakistan), 3 août 2026.

⁷ *The Straits Times*, 3 août 2026.

⁸ *Al Jazeera*, 3 août 2026.

Mais ce constat sans appel provient de la presse étrangère du 3 août, laquelle évaluait le bilan humain de ces deux mois de chaos à plus de 60 civils décédés et non des autorités pakistanaises. La veille, dimanche 2 août, dans une atmosphère régionale des plus pesantes et sur fond d'appels au boycott lancés par des militants locaux hostiles au gouvernement, se tenait, sous haute surveillance, le deuxième des trois scrutins. À Muzaffarabad⁹, les commerces demeuraient pour beaucoup porte close, privant la capitale de toute vie et de toute énergie coutumière. Quatre jours auparavant, le 29 juillet, des manifestations entourant le déroulement des élections locales avaient dégénéré en affrontements meurtriers. À la veille du second tour, une trentaine de personnes auraient perdu la vie lors de violents heurts avec les forces de sécurité¹⁰.

Le pourrissement de la situation locale avait toutefois commencé bien en amont de ce scrutin dont les lecteurs occidentaux n'avaient probablement guère entendu parler jusqu'alors. À la mi-juillet, à la veille d'une marche organisée à Rawalakot¹¹ par le *Joint Awami Action Committee* (JAAC), mouvement antigouvernemental¹² exigeant des réformes économiques et de gouvernance et interdit en juin¹³ en vertu des lois antiterroristes, des affrontements entre forces de sécurité et partisans du JAAC avaient déjà fait une dizaine de victimes à Tararkhal et Rawalakot. Comme souvent en pareille situation, les autorités civiles comme militaires pakistanaises pointent plus volontiers la responsabilité des événements vers une « main extérieure » - tantôt l'Inde, tantôt l'Afghanistan selon la problématique considérée - que vers leurs propres inconséquences, inactions ou errements de gouvernance.

Ainsi, pour le directeur général de l'*Inter-Services Public Relations* (ISPR¹⁴), si « les Cachemiris occupent une place particulière dans le cœur du Pakistan », les troubles au Cachemire pakistanais seraient le fait de « groupes d'intérêts indien » trouvant quelque dividende à voir le chaos et la violence s'emparer de la région. Une accusation qui emporte toutefois difficilement la conviction des observateurs extérieurs, et moins encore celle d'une population locale dont la colère ne saurait être réduite à une quelconque manipulation étrangère.

Celle-ci pourrait sans difficulté rappeler à Islamabad comme à Rawalpindi, siège du pouvoir militaire, que le courroux local n'est pas une création de l'été 2026. Quatre ans plus tôt, en 2022, des manifestants se mobilisaient déjà en nombre contre le coût élevé de l'électricité.

⁹ Muzaffarabad est la capitale du Cachemire sous administration pakistanaise, également désigné sous le nom d'Azad Jammu-et-Cachemire (AJK).

¹⁰ Lors du premier tour du scrutin, organisé le 27 juillet 2026, la Pakistan Muslim League-Nawaz (PML-N), formation politique au pouvoir dirigée par le Premier ministre Shehbaz Sharif, remportait neuf des treize sièges à pourvoir. Des affrontements entre manifestants et forces de sécurité avaient parallèlement fait plusieurs victimes.

¹¹ Rawalakot est située à environ 100 kilomètres au sud de Muzaffarabad et à 110 kilomètres au nord-est d'Islamabad.

¹² Le *Joint Awami Action Committee* (JAAC) est une coalition citoyenne constituée en 2023 dans la région de l'Azad Jammu-et-Cachemire (AJK), rassemblant notamment des représentants de la société civile, des commerçants, des avocats et des défenseurs des droits de l'homme.

¹³ Parallèlement, l'accès à Internet et les réseaux de téléphonie mobile étaient interrompus dans l'ensemble de la région. Les autorités déconseillaient en outre aux personnes ne résidant pas dans l'AJK de s'y rendre entre le 5 et le 20 juin et exhortaient les touristes déjà présents sur place à quitter la région.

¹⁴ L'*Inter-Services Public Relations* (ISPR), service de communication et de relations publiques des forces armées pakistanaises, particulièrement présent dans la communication politique et sécuritaire du pays.

Après sa création en 2023, le JAAC a progressivement canalisé cette colère en axant son action sur la réforme électorale et les questions de gouvernance.

Médiation, tensions et bénéfices aléatoires

Ne devient pas, sans risque ni conséquences, médiateur d'une grave crise internationale qui veut. On se rappellera, au demeurant, que peu d'offres de service régionales étaient véritablement à la disposition de Washington et de Téhéran lorsque l'idée d'une intercession extérieure s'est dessinée. Encore faut-il cependant, au-delà de l'offre de service elle-même, que le postulant à la médiation dispose d'une crédibilité et d'une légitimité suffisantes.

Le seul fait que le Field Marshal Asim Munir, actuel et fort ambitieux patron des armées pakistanaises¹⁵, soit dans les petits papiers du locataire de la Maison-Blanche, au point d'y être reçu en personne ne saurait, à lui seul, suffire à qualifier un État aussi fragile intérieurement et aussi fébrile régionalement pour se présenter comme un médiateur pleinement crédible. La situation mérite d'autant plus l'attention que le Pakistan a connu, au cours des dernières années, de sérieuses tensions avec ses deux principaux voisins : conflit frontalier avec l'Afghanistan en février 2026, affrontement avec l'Inde au printemps 2025.

Trente-six heures après que le président américain Donald Trump eut annoncé l'annulation de frappes imminentes contre l'Iran, « Le Pakistan a invité lundi (3 août) le président du Parlement et le ministre des Affaires étrangères iraniens à des consultations urgentes sur l'évolution de la situation régionale, alors que Téhéran désignait Islamabad comme son principal médiateur auprès des États-Unis¹⁶ », se félicitait la presse du « pays des purs ». Probablement un peu hâtivement, car Islamabad expérimente également, en direct, les inconvénients de la délicate entreprise de médiateur à durée déterminée.

À la mi-juillet, le mouvement houthi du Yémen, *proxy* véhément et belliqueux de Téhéran, déclarait un blocus naval contre Riyad, alliée de longue date d'Islamabad et soutien financier important du Pakistan, laquelle avait par ailleurs conclu l'année précédente un traité de défense mutuelle avec le « pays des purs ». De fait, comme le souligne un éditorialiste du *Straits Times*, « Être perçu comme trop réceptif aux arguments iraniens risquerait de contrarier Riyad »¹⁷.

La question des éventuels dividendes économiques et financiers de cette nouvelle visibilité diplomatique demeure également incertaine. La presse asiatique, à l'image de *The Standard* (Hong Kong), relevait ainsi déjà fin juillet que « Les efforts du Pakistan pour

¹⁵ Le chef de l'armée pakistanaise, qui ne dissimulerait guère ses ambitions politiques à court terme et serait notamment susceptible d'envisager une accession aux fonctions civiles de président de la République islamique du Pakistan.

¹⁶ *Dawn* (Pakistan), 4 août 2026.

¹⁷ *The Straits Times*, 24 juillet 2026.

transformer le capital de sympathie diplomatique dont il jouit auprès de l'administration Trump en soutien économique suscitent le scepticisme des économistes », lesquels estiment que de nouveaux financements ne permettront guère de s'attaquer aux réformes qu'Islamabad élude depuis longtemps.

Les observateurs de cette éternellement effervescente nation d'Asie méridionale auront peut-être également à l'esprit qu'il y a huit ans, dans un message pour le moins lapidaire publié sur les réseaux sociaux, l'actuel chef de l'État américain se montrait infiniment moins bien disposé à l'égard du Pakistan :

« Les États-Unis ont eu la folie d'accorder au Pakistan plus de 33 milliards de dollars d'aide au cours des 15 dernières années, en retour de quoi ils ne nous ont offert que mensonges et tromperies, prenant nos dirigeants pour des imbéciles. Ils offrent un refuge aux terroristes que nous traquons en Afghanistan, tout en ne nous apportant que peu de soutien. C'est terminé ! »¹⁸

Huit années plus tard, le même président américain reçoit le chef des armées pakistanaises à la Maison-Blanche et laisse Islamabad se présenter comme un interlocuteur privilégié entre Washington et Téhéran. De quoi, prudemment, méditer du côté d'Islamabad et de Rawalpindi ?

Une fenêtre d'opportunité, mais à quel prix ?

Le Pakistan dispose incontestablement, à l'été 2026, d'une fenêtre d'opportunité diplomatique. Sa position géographique, son poids démographique, son appareil militaire et ses relations anciennes avec plusieurs puissances régionales et mondiales lui confèrent des leviers que peu d'États de son environnement immédiat peuvent mobiliser simultanément. La conjoncture actuelle lui offre en outre un espace diplomatique dont Islamabad entend manifestement tirer parti. La proximité retrouvée avec Washington, le dialogue entretenu avec Téhéran et les liens étroits avec Riyad permettent au Pakistan de se positionner, au moins ponctuellement, comme un interlocuteur incontournable.

Cette position est toutefois fragile. La médiation constitue une ressource diplomatique à double tranchant. Elle peut accroître la visibilité internationale d'un État, renforcer son pouvoir de négociation et lui ouvrir de nouvelles perspectives économiques. Elle peut aussi l'exposer aux attentes contradictoires de partenaires dont les intérêts demeurent profondément divergents. Pour Islamabad, le risque est précisément de vouloir tirer simultanément profit de toutes ces relations sans disposer, à l'intérieur, des marges de manœuvre nécessaires pour en assumer les

¹⁸ Compte X @realDonaldTrump, 1^{er} janvier 2018.

conséquences. La diplomatie peut détourner momentanément les regards ; elle ne peut toutefois indéfiniment dissimuler les fragilités structurelles.

Le véritable enjeu pour le Pakistan n'est donc peut-être pas tant de savoir s'il peut devenir, le temps d'une crise, le médiateur de Washington et de Téhéran. Il est de déterminer s'il peut convertir cette visibilité diplomatique en influence durable et cette influence en puissance réelle. À défaut, l'action extérieure risque de demeurer ce qu'elle apparaît parfois être aujourd'hui : un moyen habile de faire regarder ailleurs, pendant que le « pays des purs » continue de composer avec ses propres démons.



Institut
EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org